

Trump se défoule sur l'Europe et gifle la Suisse

Règlement de comptes à Davos Déchaîné, le président américain exige la vente du Groenland et présente la Suisse comme une profiteuse et une ingrate, qui n'existerait pas sans les États-Unis. Guy Parmelin fait le dos rond. Récit.

Arthur Grosjean
Envoyé spécial à Davos

Il se considère comme le meilleur président des États-Unis, mais surtout comme un messie, envoyé directement par Dieu pour sauver les USA. Ce qui ne l'empêche pas d'être tributaire de problèmes très profanes. Ainsi, en raison d'un dysfonctionnement électrique d'Air Force One, Donald Trump, en route pour Zurich, a dû faire demi-tour et changer d'avion. Problème résolu.

Le dysfonctionnement politique avec l'Europe, et une bonne partie du monde, est lui nettement plus sérieux. Le plan d'annexion du Groenland par Trump, sa guerre économique avec des tarifs douaniers agressifs et arbitraires provoquent la stupeur, la colère et le rejet. Ce mercredi à Davos, il y avait donc foule pour venir écouter ce président hors norme qui veut redessiner la carte du monde et imposer la loi du plus fort en politique et en économie.

La ruche du WEF grouillait de participants qui voulaient entrer dans le Congress Hall, voir de près la «bête politique» en action. Et surtout écouter son message. L'an passé à Davos, Trump était intervenu depuis Washington par écran interposé. Il avait promis un âge d'or économique aux businessmen du WEF de Davos. Puis, il y a eu la pluie inattendue des droits de douane, que le président français, Emmanuel Macron, a qualifiée de «crazy» (folle), ce mardi au WEF. Il a fustigé aussi les «brutes» qui mettent le monde sens dessus dessous.

Donald Trump sort l'artillerie lourde

Le président américain, directement visé, allait-il répondre à l'Europe en sortant le bazooka? Allait-il au contraire rectifier un peu le tir alors que son ministre du Trésor, Scott Bessent, demandait aux Européens de respirer un bon coup et de se calmer? Le monde attendait avec tension l'intervention en Suisse du «commandant en chef» américain pour savoir de quel côté allait pencher la balance trumpienne.

Eh bien, Donald Trump a sorti le bazooka et a défouillé contre l'Europe, l'OTAN et même la Suisse! Et il a aussi répété que le Groenland devait être vendu aux États-Unis, seul pays capable de le protéger contre les menaces russes et chinoises.

«Virer les bureaucrates», la solution selon Trump

Reprenons dans l'ordre. Trump a d'abord dépeint une Europe faible, qui s'enfonce dans la crise. Pourquoi? D'abord parce qu'elle croule sous les dépenses étatiques alors que les États-Unis, eux, ont «viré les bureaucrates pour les remettre au travail dans l'économie privée».

Deuxième problème diagnostiqué par Trump: l'immigration: «J'adore l'Europe, mais je ne reconnais plus l'Europe», lâche-t-il avant de se concentrer sur le troisième problème qui, selon lui, explique la déconfiture de l'Europe: le prix de l'énergie. L'Europe, avec «la gauche radi-



Tapis rouge sur la neige blanche de Davos à l'arrivée mercredi après-midi du président américain, qui s'est déplacé entouré d'un dispositif de sécurité hors normes. Michael Buholzer/Keystone



Un discours lors duquel Donald Trump a notamment violemment attaqué l'Europe et le Danemark. Fabrice Coffrini/AFP

cale en Allemagne», a fait exploser les prix de l'énergie en misant sur le renouvelable, «l'arnaque verte» selon ses mots, et en bannissant le nucléaire et les énergies fossiles. Il y voit un suicide économique.

À l'inverse, il dépeint les États-Unis comme le pays de Cocagne depuis qu'il a repris les rênes. La bourse explose, l'inflation recule et la population l'adore. Il n'y a que les médias qui ne l'aiment

pas et donnent de sa présidence une vision biaisée.

«Le Groenland, notre territoire»

Des États-Unis au top, une Europe affaiblie, Donald Trump en arrive à la conclusion naturelle qu'il faut lui céder le Groenland. Cette «pièce de glace» immense ne peut être défendue ni par le Danemark, ni par l'Europe, mais uniquement par les USA. Qui

disparaître le problème», a ajouté le ministre. «Il est dit très clairement qu'il «vaut mieux posséder que louer» [le territoire], et que le Danemark n'est pas capable d'assurer la protection du Groenland.»

Donald Trump a exclu pour la première fois mercredi lors du Forum économique mondial l'usage de la force pour mettre la main sur l'immense île arctique, territoire autonome danois. Il a néanmoins exigé des «négociations immédiates» sur son acquisition par les États-Unis.



Le président, Guy Parmelin, Ignazio Cassis et Karine Keller-Sutter ont rencontré Donald Trump à l'issue du show. Laurent Gilliéron/Pool/AFP

l'ont déjà fait par le passé, lors de la Seconde Guerre mondiale. «Si nous n'avions pas été là, les Européens parleraient l'allemand et un peu le japonais», assène-t-il.

«Le Groenland, c'est notre territoire. Et nous sommes les seuls à pouvoir défendre cet endroit stratégique», estime-t-il. Il s'en prend alors frontalement à l'OTAN, que les États-Unis portent depuis des décennies à bout de bras, «sans rien

À la sortie d'une réunion parlementaire avec le ministre de la Défense, Troels Lund Poulsen, M. Løkke Rasmussen a réitéré que le territoire n'était pas à vendre. «On ne négocie pas des êtres humains. On peut commercer entre des personnes, mais on ne négocie pas des personnes.» Il est également revenu sur ce qui avait été décidé lors de la réunion entre lui, son homologue groenlandaise, Vivian Motzfeldt, le vice-président J. D. Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio le 14 janvier à Washington. «Cet

obtenir en retour». Et de demander qu'on lui vende le Groenland. Et si c'est non, va-t-il le prendre par la force? Non. «Je ne veux pas user de la force», déclare-t-il. «Mais les USA s'en rappelleront.»

Et il enchaîne en mettant la pression sur l'Europe. Comment? En laissant supposer qu'il pourrait se désintéresser de l'effroyable guerre en Ukraine, «qui ne concerne pas les États-Unis».

accord prévoit des discussions de haut niveau pour voir si nous pouvons répondre aux préoccupations américaines sans franchir nos lignes rouges», a souligné Lars Løkke Rasmussen. «Nous ne négocierons jamais en renonçant à des principes fondamentaux. Nous vivons en 2026, dans un ordre international fondé sur le droit, la souveraineté des États et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – un ordre que les États-Unis eux-mêmes ont contribué à bâtir après la Seconde Guerre mondiale.» (AFP)

La partie la plus inattendue? Celle sur la Suisse. Il se déchaîne contre notre pays, présenté comme un profiteur éhonté en raison de sa balance commerciale excédentaire de 41 milliards avec les États-Unis. Pour Trump, c'est quasi du vol qui a été possible par la naïveté sans bornes des USA. Mais c'est terminé.

Et Trump rappelle comment il a dû remettre à l'ordre l'ancienne présidente de la Confédération (il parle de première ministre...) qui essayait de lui faire la leçon. Karin Keller-Sutter appréciera. Elle se consolera en réécoutant le passage trumpien du discours sur le président français, Emmanuel Macron, accusé lui de s'être couché sur le prix des médicaments quand Trump l'a menacé de taxer les vins français.

«Sans nous, la Suisse ne serait plus la Suisse»

Donald Trump affirme encore n'avoir rien contre la Suisse. «On ne veut pas détruire la Suisse. Mais sans nous, la Suisse ne serait plus la Suisse!» En clair, la prospérité de la Suisse n'existe que par le bon vouloir des États-Unis qui lui ont laissé un peu trop facilement lui fourguer des Rolex.

«Si nous n'avions pas été là, les Européens parleraient l'allemand et un peu le japonais.»

Donald Trump

Comment réagit le président de la Confédération, Guy Parmelin, à cette giflette? Étonnamment bien. Il raconte que l'entretien avec Donald Trump et son équipe, après le discours, a été «très courtois». Et qu'il a fait remarquer au président américain que les États-Unis n'avaient plus un déficit commercial de 41 milliards avec la Suisse mais un bénéfice de 8 milliards. Il a encore remercié Trump pour sa venue à Davos, «car le WEF de Davos n'est pas Davos sans la présence d'un président américain». La ministre Karin Keller-Sutter était présente à l'entretien et Trump l'a même qualifiée cette fois-ci de «tough», ce qu'on pourrait traduire par «forte» ou «dure à cuire».

Absence de colonne vertébrale?

On a quand même posé la question à Guy Parmelin de savoir si le Conseil fédéral avait une colonne vertébrale dans la mesure où Trump insulte publiquement la Suisse, se moque de son ancienne présidente et le président Parmelin se contente de le féliciter ensuite pour sa présence à Davos. Réponse laconique de Guy Parmelin, le visage fermé: «C'est la diplomatie.»

On comprend que la Suisse applique sans états d'âme sa realpolitik qui consiste à faire le dos rond pour préserver ses intérêts économiques face aux foudres du président de la première puissance mondiale.